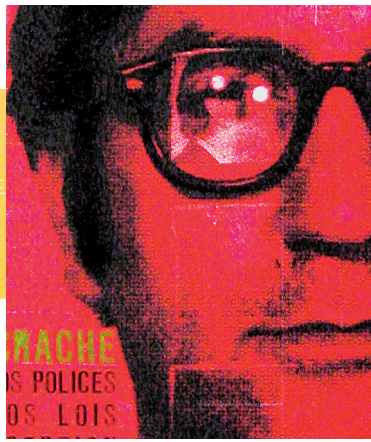


Rentrée culturelle +

Nos choix de la saison
Un cahier de 24 pages



Rentrée littéraire

Un cahier de 10 pages

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

Vol. CII N° 194

LES SAMEDI 27 ET DIMANCHE 28 AOÛT 2011

2,63\$ + TAXES = 2,99\$

Des soins à visage humain

L'oxygénation du réseau de la santé passe aussi par une revalorisation des hôpitaux



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'Hôpital de Verdun remporte le titre envié de perle cachée dans le milieu médical.

À l'heure où Montréal cherche à décloisonner l'accès aux soins, force est d'admettre que la solution ne viendra pas des deux futurs mégahôpitaux, mais plutôt de la capacité du réseau à prendre le relais des soins de base. Une mutation incarnée entre autres par l'Hôpital de Verdun, véritable ovni dans le paysage montréalais.

LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

On dit de l'Hôpital de Verdun qu'il est petit et vieillissant jusqu'à la désuétude avec ses chambres multiples, son mobilier d'un autre âge, ses toilettes communes, sa ventilation inadéquate et ses espaces étroits. Ici pourtant, point de corridors encombrés ni de chambres insalubres, pas de cris d'alarme, encore moins de poussées de fièvre médiatiques ou de dénonciations publiques sur YouTube com-

me on a pu le voir cet hiver à l'Hôpital LaSalle.

C'est qu'au-delà de la coquille surannée — qui force la direction à consacrer jusqu'à un million de dollars de plus par année pour maintenir les infections nosocomiales à distance —, il y a la manière. Celle d'une équipe ancrée dans sa communauté. D'autres directions auraient attendu que Québec donne son feu vert à la rénovation pour innover. Pas celle-ci. Elle a fait contre mauvaise

VOIR PAGE A 10: SOINS

Curzi songe à diriger le PQ

« Il faudrait que Pauline Marois quitte. Sans ça, je ne vois pas pourquoi et comment j'y retournerais. »

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — Pierre Curzi aimerait devenir chef du Parti québécois. Il l'a répété hier sur plusieurs tribunes après avoir lâché le morceau à midi au micro du 98,5 FM. Pour retourner au PQ, avait-il ajouté, « il faudrait que Pauline Marois quitte » la direction. « Sans ça, je ne vois pas pourquoi et comment j'y retournerais. »

Joint par *Le Devoir* plus tard, il a précisé ses propos: « Si jamais il y a une course à la chefferie au Parti québécois, je vais songer à être candidat. » Le député de Borduas soutient qu'il ne plongerait que s'il acquiescerait « la conviction que le parti, la culture du parti et le climat du parti sont prêts à accueillir des propositions pour un renouvellement sérieux des institutions démocratiques ».

Ainsi, beaucoup dépendra du sort qui sera réservé par le caucus au rapport de Bernard Drainville déposé jeudi et qui comprend 10 « solutions » pour le Québec, dont le changement du mode de scrutin et le référendum d'initiative populaire (RIP).

Jean-Martin Aussant, autre élu qui a quitté le caucus péquiste, s'est dit peu surpris par la déclaration de son collègue indépendant. « Ce ne sont pas des

VOIR PAGE A 10: CURZI

■ Legault posera des gestes brutaux et radicaux, prévient Charest, page A 3

■ Prendre le patient par la main ■ Le bon geste par le bon professionnel > À lire en pages A 8 et A 9



AGENCE FRANCE-PRESSE

OURAGAN IRÈNE

Les Américains sur un pied d'alerte

■ À lire en page A 5

À l'assaut des toits du monde

Monique Richard tente de devenir la première Québécoise à conquérir les sept sommets du monde

JEAN DION

Tout a commencé dans le bureau d'une psychothérapeute, il y a cinq ans. Propriétaire d'un bistrot, Monique Richard n'était pas heureuse: la gestion de mille détails, l'absence de temps libres, cela lui pesait, à tel point qu'elle avait décidé de consulter une spécialiste. Elle lui disait qu'elle avait besoin de simplicité, envie de partir, de voyager. « Elle m'a parlé du chemin de Compostelle. Ça fait un clic dans ma tête. » Quelques semaines plus tard, elle est partie. Deux mois à marcher toute seule sur les

VOIR PAGE A 10: TOITS



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Monique Richard s'entraîne sous la supervision du kinésologue Stéphane Goyette.

INDEX	
Actualités..... A 3	Idées..... B 5
Annonces..... C 6	Monde..... C 8
Avis publics... C 9	Mots croisés... B 6
Bourse..... C 4	Météo..... C 4
Carrières..... C 3	Perspectives... B 1
Décès..... C 6	Rencontres... D 4
Économie..... C 1	Sports..... C 10
Éditorial..... B 4	Sudoku..... D 5



3 5 7 78313 10283 4 118

BOUTIQUE PRESTIGE

CHAUSSURES D'ICI ET D'EUROPE

Grand choix pour les orthèses

434 avenue Victoria, Saint-Lambert
450.465.5671
294 chemin Knowlton, Knowlton
450.242.1400

www.boutiqueprestige.ca



BeutiFeel

Automne 2011

Payez- vous d'abord.

Répondez d'abord à ce que votre cœur désire.
Et ce qu'il désire, n'est-ce pas ce nouveau design,
aussi esthétique que fonctionnel? Pour en avoir
le cœur net, rendez-vous au YouTube.com/AudiA7.

La nouvelle Audi A7



ACTUALITÉS

Loi sur les mines

Les redevances devront être bonifiées pour que le PQ appuie la réforme

ALEXANDRE SHIELDS

Le Parti québécois n'appuiera pas le projet de loi qui doit réformer la Loi sur les mines si le gouvernement Charest s'entête à ne pas y inclure une bonification substantielle du régime de redevances minières. C'est l'avertissement lancé hier par la porte-parole péquiste dans le dossier des mines, Martine Ouellet.

Selon la députée de Vachon, le dossier des redevances a clairement été «l'éléphant dans la pièce» cette semaine à Québec, où se tenait la commission parlementaire chargée d'étudier le projet de loi 14 sur «la mise en valeur des ressources minérales dans le respect des principes du développement durable».

«Presque tous les intervenants qui ont témoigné devant la commission ont parlé de la question des redevances, sauf les minières», a-t-elle expliqué en entrevue. Malgré cela, le ministre responsable du dossier minier, Serge Simard, s'est contenté de vanter la hausse des redevances annoncée en 2010. Le taux doit ainsi passer de 12 % à 16 % des profits nets d'une mine, mais différentes opérations comptables permettent de ramener ce taux autour de 6 %.

Compte tenu des recommandations formulées par plusieurs intervenants en commission parlementaire, Mme Vachon s'explique mal la fin de non-recevoir du ministre Simard. «Le projet de loi sur les mines ne règle en rien la dilapidation de nos richesses naturelles», a-t-elle souligné. Le gouvernement Charest fait du développement économique digne de l'époque du colonialisme. Il nous ramène carrément à l'époque de Duplessis et même pire. Au moins, à cette époque, les minières construisaient leurs infrastructures

à leurs frais; maintenant, avec le Plan Nord, c'est toute la population qui payera.»

Propositions péquistes

Le Parti québécois propose donc de revoir le régime de façon à calculer une partie des redevances en fonction de la valeur brute des ressources minérales non renouvelables tirées du sol québécois. Mme Vachon a également plaidé pour que Québec aille récupérer une partie des profits au-delà d'une rentabilité jugée acceptable par les promoteurs. Enfin, l'État devrait prendre des participations dans des projets d'exploitation de ressources «stratégiques», comme l'or ou le fer. Si le gouvernement refuse d'apporter ces ajustements au régime de redevances, les péquistes n'appuieront pas le projet de loi 14.

Le Québec compte plusieurs gisements de classe mondiale, comme l'a répété Jean Charest cette semaine. Au total, les minières devraient extraire pour plus de 10 milliards de dollars de ressources minérales en 2011, une somme qui devrait aller en augmentant au cours des prochaines années, à la faveur d'un Plan Nord majoritairement financé par des milliards de dollars de fonds publics. Le Québec devrait toucher cette année quelques centaines de millions de dollars de redevances. En 2010, la valeur des ressources minérales extraites du sous-sol québécois a atteint 6,8 milliards, alors que les minières ont versé 133 millions en redevances.

Selon une recherche non exhaustive effectuée sur le Registre des lobbyistes, l'industrie compte plus de 40 lobbyistes inscrits pour défendre les intérêts des entreprises du secteur.

Le Devoir

EN BREF

Charest «mafieux»? Curzi s'excuse

Pierre Curzi a retiré hier soir ses propos, tenus au 98,5 FM plus tôt dans la journée, selon lesquels Jean Charest était «un premier ministre entouré d'intérêts financiers, d'intérêts mafieux même». Au Devoir, il a soutenu que le mot avait dépassé sa pensée. «Je

m'en excuse, je n'aurais pas dû utiliser ce mot-là. Il est équivoque. Je ne voulais pas dire que la mafia contrôle M. Charest.» Le bureau du premier ministre a accepté la rétractation, mais a souligné que le député de Borduas n'en était pas à son premier «dérapiage»: «C'est lui qui pensait que les Canadiens de Montréal sont un complot fédéraliste.» — Le Devoir



ANNIK MH DE CARUFEL/LE DEVOIR

Le premier ministre Jean Charest met en garde les Québécois contre le leader de la Coalition pour l'avenir du Québec.

Legault posera des «gestes brutaux et radicaux», prévient Jean Charest

Le premier ministre croit que le leader de la CAQ a «un agenda caché»

MARTIN OUELLET

Tokyo — S'il parvient à prendre le pouvoir, François Legault posera «des gestes brutaux et radicaux» qui vont frapper la population de plein fouet, a prévenu hier le premier ministre Jean Charest.

En visite au Japon, M. Charest a mis de côté le langage diplomatique propre aux rencontres avec des dirigeants étrangers pour livrer une charge à fond de train contre le leader de la Coalition pour l'avenir du Québec (CAQ) qui trône au sommet des sondages.

En dévoilant son intention de diriger un parti politique pour la durée d'un seul mandat de gouvernement, François Legault a nécessairement «un agenda caché», a soutenu le premier ministre lors d'un point de presse à Tokyo. «Ça veut dire qu'il se présente et qu'il va convaincre toute une équipe de parlementaires à le suivre dans des décisions tellement brutales et radicales qu'il ne cherchera pas à obtenir un deuxième

mandat. Quelles sont ces décisions? Pourquoi un seul mandat?», a lancé M. Charest au terme d'une rencontre avec le Groupe interparlementaire Canada-Japon.

De l'avis du premier ministre, l'ancien ténor péquiste veut appliquer des politiques inavouables et c'est la raison pour laquelle il renonce d'emblée à conserver le pouvoir pour plus d'un mandat de cinq ans. «Un politicien qui se lance dans la mêlée pour un seul mandat a des raisons: des décisions tellement brutales, radicales et contraires à ce que les gens veulent qu'il ne peut même pas imaginer faire un deuxième mandat», a-t-il analysé.

Après des mois de bavardage sur les lignes de côté, le cofondateur de la CAQ doit mettre cartes sur table et annoncer enfin aux citoyens ses réelles intentions, a martelé M. Charest. En outre, le chef libéral accuse l'ancien ministre péquiste d'occulter des coupes massives pour financer des dépenses de milliards de dollars. «Les Québécois

ont vraiment intérêt à savoir ce qu'il prépare. C'est quoi l'agenda caché?», a-t-il soulevé.

Santé et éducation

Le premier ministre a refusé de spéculer sur les gestes que pourrait poser le leader de la CAQ une fois au pouvoir. Cependant, il a rappelé que M. Legault a servi un gouvernement qui a sabré sans retenue les réseaux de la santé et de l'éducation à la fin des années 1990.

«On a raison de soupçonner le pire. N'oubliez pas qu'il a été dans un gouvernement qui a démolit le système de santé et qui a posé des gestes très négatifs pour le système d'éducation avec des coupes. Il a lui-même admis que c'était des erreurs. Il prépare quoi? Il ne peut pas dire simplement qu'il va être là pour cinq ans», a-t-il estimé.

Le chef du gouvernement va même jusqu'à soupçonner l'ancien péquiste de préparer la souveraineté du Québec en catimini, en dépit de son engagement à mettre cette question en veilleu-

se pour au moins 10 ans. François Legault demeure un souverainiste et ses promesses n'y changent rien, selon le premier ministre. À tout le moins, M. Legault a révélé son désir de former un parti politique, mettant ainsi fin à un «jeu du chat et de la souris» qui avait trop longtemps duré, a déclaré M. Charest. «On franchit une nouvelle étape. On savait tous que c'était un jeu son affaire, que c'était une fiction. Il essayait de nous faire croire qu'il ne formait pas un parti politique alors qu'il le faisait. Finalement, il l'a avoué», a-t-il dit.

Après une visite de Mitsubishi Motors, où il a pris le volant d'une voiture électrique, M. Charest a quitté la capitale japonaise pour se rendre à Kyoto où il aura un entretien aujourd'hui avec le gouverneur de la préfecture, Keiji Yamada. Il quittera ensuite le Japon pour prendre la tête d'une mission commerciale de près d'une semaine en Chine, à compter du 28 août.

La Presse canadienne

UNE SOIRÉE LOUNGE POUR AMATEURS D'ART ET DE VINS

Dégustation de vins aux profits de ETC
Revue de l'art actuel



Œuvres de Françoise Bellu. Photo : Marie-Michèle Tremblay

LE JEUDI 3 NOVEMBRE 2011, de 18h à 21h, Centre d'exposition Circa,
372, rue Ste-Catherine Ouest, Espace 444, Montréal. Métro Place-des-Arts, sortie Bleury.
Info : 514-848-1125 www.etcmontreal.com

etc

RÉZIN

Conseil des arts
et des lettres
Québec



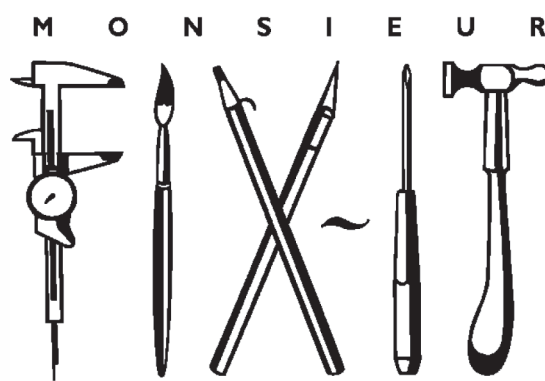
Conseil des Arts
du Canada

CONSEIL DES ARTS
LE MONTRÉAL

Nous pouvons tout restaurer... parfois même les cœurs brisés!

Restauration :

Tableaux, porcelaine, cristal et verre,
ivoire, albâtre, pierre à savon



Depuis 1953

Réparation :

Chandeliers, lustres, lampes, boîtes à musique.
Mécanismes, cadrans émaillés
et boîtiers d'horloges de qualité.

Spécialistes sur place



www.themrfixit.com 514 484-8332 4652, boul. Décarie, Montréal

ACTUALITÉS

EN BREF

Au tour de Toronto de faire ses adieux à Jack Layton

Toronto — Des centaines de personnes ont fait la file à l'extérieur de l'hôtel de ville de Toronto, hier matin, pour rendre un dernier hommage à Jack Layton. Le corps du chef du Nouveau Parti démocratique est exposé dans l'endroit qui l'a mis au monde, politiquement parlant. M. Layton a commencé sa carrière politique comme conseiller municipal dans cette ville et il a consacré de nombreuses années de sa vie à la Ville-Reine. Et cet amour était visiblement réciproque: depuis l'annonce du décès de M. Layton, lundi, la place qui jouxte l'hôtel de ville a été transformée en mémorial improvisé par les Torontois, où les messages d'amour se multiplient. Les funérailles nationales du chef du NPD auront lieu samedi, à Toronto. — *La Presse canadienne*

Une cérémonie en l'honneur de Gil Courtemanche sera célébrée mercredi

Une cérémonie en hommage à l'écrivain et journaliste Gil Courtemanche, décédé le 19 août des suites d'un cancer, aura lieu ce mercredi au complexe funéraire Bleu Ciel de la rue Ontario Est, à Montréal. Les portes seront ouvertes à tous de 17h à 19h. Au milieu de la cérémonie, des proches du regretté chroniqueur du *Devoir* livreront des témoignages en sa mémoire. La famille de Gil Courtemanche invite amis, connaissances et lecteurs à remplacer l'envoi de fleurs au salon funéraire par un don à la Société canadienne du cancer. — *Le Devoir*

Université nomade

Le Plan Nord sous la loupe des anthropologues

LISA-MARIE GERVAIS

On a l'impression d'avoir tout dit, tout analysé du Plan Nord. Pourtant, les organisateurs de l'Université nomade, un forum pour brasser des idées à la manière d'une école d'été qui a duré toute la semaine et qui s'est terminée hier, n'ont pas eu à se creuser les méninges longtemps pour trouver de nouveaux angles d'approche. La place des femmes et de la société civile, la définition des frontières et des interlocuteurs autochtones... Tous ces sujets n'avaient pas encore été abordés, a constaté l'anthropologue Carole Lévesque, professeure-chercheuse au Centre Urbanisation Culture Société de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS).

«Ça a permis d'entendre des points de vue diversifiés sur le plan Nord et qui ne sont pas connus à date. En plus de parler de la place des femmes, on a parlé des différences ou des similarités entre les différents groupes autochtones. Le Plan Nord vise les Premières Nations et les Inuits, mais laisse de côté ceux qui n'ont pas signé de convention, comme les Innus», a dit l'anthropologue. Et que fait-on, par exemple, avec les Attikameks et les Algonquins dont les territoires ancestraux chevauchent les limites du Plan Nord? a-t-elle ajouté.

Carole Lévesque rappelle que l'idée n'était pas de faire le procès du Plan Nord. «Comme chercheurs, on n'est pas toujours devant l'obligation de dire si c'est bon ou pas. Mais il y a certainement de la place pour un nouvel éclairage», a-t-elle soutenu. Pourtant, elle s'étonne toujours de constater qu'on tire très peu de leçons du passé. «On oublie qu'il y a une grande expertise au Québec. Ça fait 50 ans qu'il se fait du développement, il y a des connaissances qui sont déjà là et des structures autochtones, des instances créées par les conventions dont on ne parle jamais. Le gouvernement tient un discours comme si nous allions découvrir le Nord. Comme si c'était une terre vierge et inconnue. C'est inquiétant», note la chercheuse.

Apprentissage réciproque

Lors de cette 7^e édition de l'Université nomade, 70 personnes, dont la moitié provenait des communautés autochtones, ont présenté, discuté et débattu sur ce thème dont le maître mot était «l'apprentissage dans la réciprocité». Parmi les participants, mentionnons Raphaël Picard, chef



L'anthropologue Carole Lévesque

du conseil de bande de Pessamit, Gilbert Dominique, directeur général de la Société d'histoire et d'archéologie de Mashteuiatsh, et Michèle Audette, présidente de Femmes autochtones du Québec. La plupart des invités sont même restés toute la semaine. «C'est l'une des caractéristiques de l'Université nomade. Les gens acceptent de venir passer la semaine avec nous et de participer aux échanges au-delà de leur conférence», a expliqué la chercheuse. Des étudiants ont également pu se faire créditer cette formation.

Carole Lévesque promet que les idées et les écrits échangés lors des séances ne demeureront pas lettre morte. «D'ici deux mois, on va publier un premier document de synthèse de ce qu'on a fait. C'est certain que ça ne restera pas sur les tablettes. On va continuer à nous impliquer à notre échelle, celle de la connaissance», a-t-elle conclu.

Le Devoir

Injonction contre l'entente Labeaume-Quebecor

Rien n'est gagné pour Denis de Belleval

ISABELLE PORTER

Québec — La demande d'injonction déposée jeudi par Denis de Belleval et Alain Miville de Chêne pour empêcher le maire de Québec, Régis Labeaume, de conclure une entente avec Quebecor a peu de chances d'être approuvée, selon des juristes.

«Je ne pense pas qu'il gagnera là-dessus», estime le professeur Jean Héту de l'Université de Montréal, un expert en droit municipal. «Sur le plan procédural, je doute qu'il puisse demander une injonction pour empêcher une municipalité d'exercer ses pouvoirs.»

La requête vise à empêcher le maire Labeaume de signer une entente finale avec le président de Quebecor, Pierre Karl Pélaudeau, avant le 7 septembre. Les deux hommes s'étaient donné jusqu'à cette date avant de signer un contrat définitif sur la gestion de l'amphithéâtre.

Selon MM. de Belleval et Miville de Chêne, une injonction est nécessaire parce qu'en négociant, le maire fait fi de l'autre recours judiciaire qu'ils ont intenté contre lui, une requête en nullité contre la version préliminaire de l'entente, conclue en février. Le maire, plaident-ils, cherche à «créer un fait accompli, peu importe l'issue de l'instance en cours».

D'après eux, «il est donc devenu urgent de mettre fin immédiatement» aux négociations, parce que leur poursuite constitue une moquerie des institutions. Même s'ils remportaient leur requête en nullité, le projet d'amphithéâtre risque d'être trop avancé pour qu'elle puisse avoir un effet sur le cours des choses.

«Une telle issue découragerait tout citoyen d'utiliser la voie du tribunal pour faire respecter ses droits, peut-on lire dans la demande d'injonction. Elle constituerait plutôt un encouragement aux officiers publics peu scrupuleux d'utiliser les mêmes moyens que la défenderesse dans la poursuite d'entreprises ou d'agissements non conformes aux lois.»

Or, d'après le professeur Héту, il ne sera pas facile de convaincre le juge de bloquer une entente qui n'existe pas encore. «On ne peut pas user d'une injonction pour empêcher un gouvernement d'adopter une loi. C'est une fois la loi adoptée qu'on peut la contester [...] Les tribunaux interviennent une fois que l'acte existe.»

Préjudice irréparable

François Marchand, un avocat de Québec spécialisé en droit municipal, croit lui aussi que la demande d'injonction va être rejetée, mais pour d'autres raisons. Afin d'obtenir l'injonction, dit-il, il faut prouver que l'entente entraînerait un préjudice «irréparable». Toutefois, en théorie, rien n'empêche les requérants de contester l'entente, une fois signée. «C'est le gros défi de M. de Belleval et à mon avis, il va avoir beaucoup de difficultés.»

La demande d'injonction doit être examinée par un juge mardi. En ce qui concerne la requête en nullité, le juge a donné à la Ville de Québec jusqu'au 15 septembre pour présenter sa défense. Or, selon M. de Belleval, les procédures traînent en longueur. «Au fond, eux [les avocats de la Ville de Québec], ils veulent étirer les procédures.»

Le Devoir



Votre partenaire pour ASSURER des communications de QUALITÉ avec vos CLIENTS



Agents Bilingues

Vous avez un projet?
1-877-797-0001

Contacts BSL Inc. est un centre de contacts clients Avec une capacité de 125 stations Situé en région, à Rivière-du-Loup.

Nos services

- Télémarketing
- Service à la clientèle
- Soutien technique
- Service d'information
- Téléventes
- Rappels de produits
- Prise de rendez-vous
- Sondage
- Clavardage
- Traitement des courriels

Pourquoi faire affaire avec nous ?

- Dévouement et qualité du service
- Un service personnalisé pour répondre à vos besoins
- Gain de temps et d'argent
- Des employés qui font carrière chez nous
- Équipé à la fine pointe de la technologie

Appelez-nous pour en savoir plus au
1-877-797-0001

LES PLUS IMPORTANTES EXPOSITIONS D'ÉCOLES PRIVÉES AU CANADA

MONTRÉAL D'ÉCOLES PRIVÉES expo 2011

► SÉMINAIRES D'INFORMATION
10h30 – 12h00

► SALLE D'EXPOSITION
12h00 – 16h00

Le 18 septembre
HILTON MONTRÉAL BONAVENTURE

économisez 50%
SUR LE PRIX D'ENTRÉE RÉGULIER 20 \$
inscrivez-vous

www.ourkids.net/expo

PRÉSENTÉ PAR



COMMANDITAIRES



LE DEVOIR

THE GLOBE AND MAIL

24h

journal de montréal

Votre quotidien



SCANNER POUR ENREGISTRER

ACTUALITÉS

OURAGAN

Les Américains sur un pied d'alerte à l'approche d'Irène

La côte est américaine est en alerte, les yeux rivés sur Irène, cet ouragan dont les vents de 160 km/h devaient atteindre d'abord la Caroline du Nord tôt ce matin, avant de monter vers la Nouvelle-Angleterre demain. New York a d'ailleurs ordonné l'évacuation de plus de 250 000 personnes.

Au total, 65 millions de personnes habitent les zones qui risquent de voir passer l'ouragan déjà qualifié d'«historique». Hier soir, il était de catégorie 2 sur une échelle de 5, une baisse d'intensité d'un cran par rapport à jeudi. Le Centre national des ouragans américain prévoit qu'Irène perdra de nouveau en force dès qu'il touchera la côte.

La situation est prise bien au sérieux aux États-Unis, alors que les Bahamas et les Caraïbes y ont déjà goûté. La Défense américaine est prête à mobiliser jusqu'à 100 000 militaires, en cas de besoin. Du nord au sud, les autorités pressaient les citoyens des côtes à quitter leur domicile pour le week-end. «Il vous faut écouter les consignes de vos responsables locaux et s'ils vous donnent un ordre d'évacuation, s'il vous plaît, suivez-le», a dit le président américain, Barack Obama. Certaines régions pourraient recevoir 250 millimètres de pluie.

A New York, une carte des évacuations «obligatoires» dans les quartiers à risque a été publiée, une première pour la Grosse Pomme. «Nous ne le ferions pas si nous ne pensions pas que la

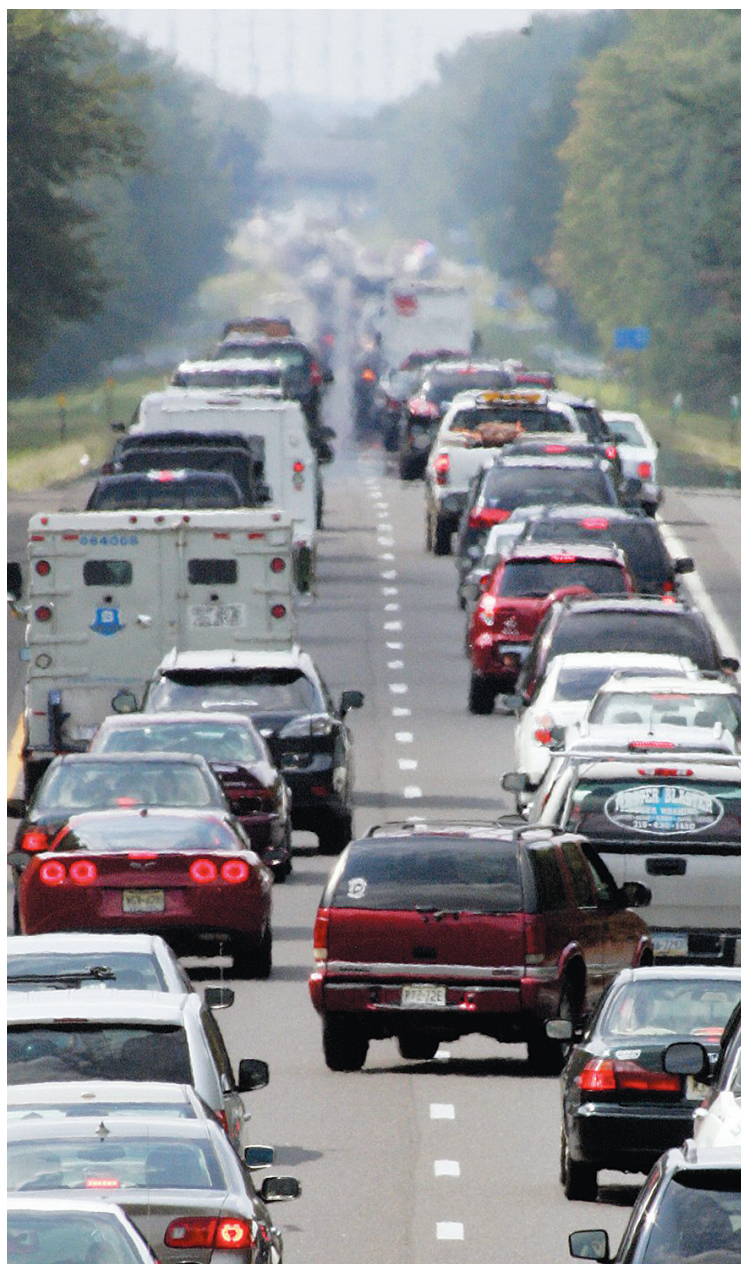
tempête peut être très grave», a dit le maire, Michael Bloomberg. Les transports en commun de New York seront arrêtés à compter de minuit, ce soir. Les ponts pourraient fermer si les vents y étaient trop puissants.

Les autres régions de la côte — et les grandes villes comme Boston, Washington et Philadelphie — se préparaient également au pire hier. L'état d'urgence a été décrété dans 10 États au total. Il y avait foule hier dans les épiceries et les quincailleries, où l'on faisait des provisions de nourriture, piles, bouteilles d'eau et lampes de poche.

L'ouragan poursuivra sa route vers le nord pour arriver à proximité du Québec demain en fin de journée, d'après les prévisions. Son passage entraînera des vents violents soufflant jusqu'à 100 km/h et de fortes pluies, selon le météorologue d'Environnement Canada, René Héroux. L'Estrie, la Beauce, Québec, Charlevoix, Saguenay et la Côte-Nord sont les régions les plus susceptibles d'être touchées par le mauvais temps. En Gaspésie, les berges sont à surveiller.

Le Nouveau-Brunswick, l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse auront aussi droit à la pluie et aux vents.

Le Devoir
D'après l'Agence France-Press, la Presse canadienne, le New York Times et le Boston Globe



Des résidents du New Jersey, dans l'État de New York, fuient leur domicile devant l'inquiétante avancée de l'ouragan Irène.

TOM MIHALEK REUTERS

Convention collective échue

Les médecins résidents menacent de débrayer

MÉLISSA GUILLEMETTE

Si les négociations avec Québec ne progressent pas de façon satisfaisante pour les médecins résidents, ils déclencheront une grève générale illimitée à la grandeur de la province dès le 12 septembre.

Près de la moitié des 3000 membres de la Fédération des médecins résidents du Québec (FMRQ), dont la convention collective est échue depuis mars 2010, se sont réunis en assemblée générale hier pour discuter de la dernière offre du gouvernement, déposée jeudi.

L'évaluation des membres est unanime, affirme le président de la Fédération, le Dr Charles Dussault. «La proposition est très loin de satisfaire les membres. Elle est irrecevable. D'ailleurs, il n'y aura même pas de vote [sur la proposition], car c'est à des années-lumière de ce qu'on veut obtenir.»

Selon le Dr Dussault, la dernière offre fait passer la différence entre le salaire des résidents du Québec et la rémunération moyenne des résidents canadiens de 32 % à 28 % au terme de l'entente collective, un engagement «insuffisant». «On demande un rattr-

page salarial de l'ordre de 24 %.» Les résidents demandent aussi à obtenir une prime pour l'enseignement qu'ils offrent aux externes.

Si une grève générale est déclenchée en septembre, un résident sur dix ne se rendra pas au travail chaque jour. L'entente des services essentiels déjà signée les oblige à maintenir 90 % de leurs services.

Les moyens de pression des résidents ont débuté en juin, avec une courte grève de leur enseignement dans les établissements de santé, qui s'est muée en un arrêt complet de l'enseignement qui dure depuis la mi-juillet.

Au cabinet du ministre de la Santé, Yves Bolduc, on souhaite aussi un règlement rapide, indique l'attachée de presse du ministre, Natacha Joncas Boudreau.

«On souhaite poursuivre les négociations pour en arriver à une entente qui va être négociée et qui va être à la satisfaction des deux parties le plus rapidement possible. C'est vraiment ça, notre objectif.»

De nouvelles rencontres de négociation sont prévues au cours des prochains jours.

Le Devoir

Papeterie
Casse - Noisette

«L'avenir, c'est à vous de l'écrire»

Cahiers **Clairefontaine**
et ses collections

Sceaux, cires à cacheter,
instruments d'écriture

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-4980

Heures d'ouverture :
du lundi au vendredi de 10h 00 à 18h 00
les samedis et dimanches de 10h 00 à 16h 30

www.artisan-du-store.ca

L'Artisan du Store

Fabriqué au Québec

Service à domicile **GRATUIT**

Région de Montréal
514 231-8677
Laval et Rive-Nord
450 627-3716
Longueuil et rive-sud
450 445-9829
Région de Trois-Rivières
819 696-8677
Région de Québec
418 654-8677

***50%**
de rabais ou
installation gratuite

Stores sur mesure
*Bois ou PVC
Horizontaux ou Verticaux
couleurs et teintes à votre choix
OPAQUES ou SOLAIRES

Toiles à rouleau
Stores romains
Panneaux coulissants
Persiennes
Toiles opaques ou solaires sur mesure pour verrières

INSTALLATION GRATUITE

Décoration
Claude Bouchard
2362, Beaubien E,
Montréal (Qc)

VIEUX-QUÉBEC
HÔTEL PORT-ROYAL
suites
1.866.417.2777

À PARTIR DE
199\$

Couette Gourmande

pour deux personnes incluant le nouveau petit-déjeuner gourmand au restaurant Le 48.

www.leportroyal.com



JACK LAYTON
1950-2011

ÉMISSIONS SPÉCIALES
FUNÉRAILLES NATIONALES

AUJOURD'HUI SUR TOUTES NOS PLATEFORMES

DÈS 12H30
SUR RDIDÈS 13H
À LA TÉLÉVISIONÉmission spéciale
animée par Céline Galipeau
et Emmanuelle Latraverse

Réal.-coord.: Dave Shymanski

DÈS 13H
SUR INTERNETClavardage et diffusion
en direct
Radio-Canada.caDÈS 14H
À LA PREMIÈRE
CHAÎNE RADIOÉmission spéciale
animée par Joane Prince
Réal.: Philippe Brazeau

RADIO | TÉLÉVISION | INTERNET

ACTUALITÉS

Sables bitumineux

Les écologistes nord-américains opposés aux pipelines canadiens se mobilisent

LOUIS-GILLES
FRANCŒUR

La bataille contre les pipelines destinés au transport du pétrole des sables bitumineux du Pacifique à l'Atlantique en passant désormais aussi par le golfe du Mexique, est en voie de mobiliser en même temps les écologistes des États-Unis, de l'Est et de l'Ouest canadien.

Alors qu'on dénombrait cette semaine par centaines les manifestants qui se sont fait arrêter aux portes de la Maison-Blanche pour contrer l'expansion du projet Keystone XL, le département d'État accordait néanmoins hier un premier feu vert à la construction de cet oléoduc par la société TransCanada. L'administration Obama, qui avait attiré les écologistes à la dernière élection grâce à sa promesse de réduire la contribution des États-Unis au réchauffement du climat, affirmait hier sur la foi de l'évaluation environnementale de TransCanada qu'elle ne disposait d'aucun indice permettant d'affirmer que l'utilisation de Keystone XL intensifierait l'exploitation des sables bitumineux ou poserait des problèmes de sécurité pour les huit États traversés par le pipeline.

Le mouvement d'opposition civile déclenché au début de la semaine à Washington — et qui a mené à l'arrestation d'artistes des deux côtés de la frontière — a fait tache d'huile hier dans l'Ouest canadien dans un nouveau mouvement de solidarité dirigé cette fois contre le TransMountain Pipeline de la société Kinder Morgan. Ce pipeline, qui s'approvisionnera lui aussi dans les sables bitumineux albertains, servira à remplir des superpétroliers destinés notamment à la Chine. Ce pays a entrepris depuis un an d'investir dans les sables bitumineux canadiens.

Le mouvement de protestation contre cet autre pipeline avait réuni hier des militants du Conseil des Canadiens, de Streams of Justice, de Stop the Pave, de Tanker Free BC et du Wilderness Committee contre l'arrivée des superpétroliers à Burrard Inlet, en Colombie-Britannique. Le Conseil des Canadiens appuie aussi l'important mouvement de désobéissance civile qui a pris forme à Washington cette semaine. Des milliers de personnes s'engagent par écrit à venir bloquer les entrées de la Maison-Blanche, ce qui leur assure d'être arrêtées et d'attirer l'attention des médias sur leur cause.

Front québécois

Un troisième front se dessine depuis hier du côté québécois contre un troisième projet de pipeline, soit celui de la société Enbridge qui voulait inverser dans un premier temps le pipeline actuel qui alimente les raffineries de Sarnia, en Ontario, avec le pétrole importé et livré au port de Montréal par des navires-citernes provenant de différents pays.

L'inversion du cours ce pipeline permettrait de transporter désormais du pétrole de l'Ouest vers Sarnia et Montréal. Cette inversion du flux constitue la première phase de ce qu'on appelle depuis 2008 le projet Trailbreaker. De Montréal, le pétrole de l'Ouest pourrait être ensuite envoyé jusqu'à Portland dans le Maine, d'où il pourrait atteindre les différentes raffineries de la côte atlantique.

Le 8 août dernier, Enbridge a modifié son projet en demandant à l'Office national de l'énergie (ONE) de pouvoir renverser seulement le cours du pipeline actuel jusqu'à Westover, près de Cambridge. Cette «phase 1», précise sa requête, a fait l'objet hier d'une opposition sous forme de mémoire, signé par trois



Le réseau de pipelines partant de l'Alberta pourrait bientôt sillonner l'Amérique du Nord, craignent un nombre grandissant d'écologistes.

groupes canadiens, Équiterre, Défense environnementale et l'Institut Pembina, et par deux groupes étatsuniens, le Vermont Natural Resources Council et le Natural Resources Council of Maine.

Pour les cinq signataires, Enbridge tronçonne artificiellement son projet pour en réduire l'opposition, pour prétendre qu'il a peu d'impacts et pour contourner les lois qui exigent une analyse des impacts cumulatifs des projets dans leur globalité.

Cette fragmentation du dossier,

disent-ils, élude les impacts sur la qualité de l'air des deux métropoles de l'Est canadien qui résultent du passage dans les raffineries d'un pétrole léger à un pétrole lourd, plus énergivore à raffiner et plus sulfureux, ce qui n'est pas sans impacts pour la qualité de l'air et les consommateurs, les Premières Nations, et pour la sécurité énergétique de l'Ontario.

Le Devoir
avec La Presse canadienne

La pénurie de professionnels de l'éducation n'est pas endiguée

Les embauches promises ne se sont pas toutes concrétisées

LIA LÉVESQUE

La Fédération des professionnels de l'éducation affirme que les sommes promises pour l'ajout de postes d'orthophoniste, de psychologue et d'autres ne se sont pas toutes rendues et que plusieurs commissions scolaires n'ont pas ajouté ces postes pour lesquels le ministère de l'Éducation leur avait versé de l'argent.

Au cours d'une rencontre avec la presse hier à Montréal, le président de la Fédération, Jean Falardeau, a rappelé que, lors de la dernière négociation avec le ministère, la fédération avait obtenu l'ajout de 380 postes de professionnels dans les écoles où elle a des membres. Le ministère avait octroyé des fonds aux commissions scolaires pour 420 postes dans l'ensemble de la province.

Or, selon lui, si certaines commissions scolaires l'ont fait, d'autres n'ont tout simplement pas embauché les spécialistes qu'elles devaient engager ou ont affirmé qu'elles allaient plutôt maintenir en poste un spécialiste dont elles avaient prévu se départir. Certaines auraient même affirmé qu'elles ne pourraient faire les embauches prévues en prétextant une réduction de budget de 100 millions dans un autre poste budgétaire imposée par le ministère. «Le ministère a fait sa job. Ce n'est pas suffisant, mais il a fait sa job. Le comportement de plusieurs [commissions scolaires] nous inquiète», a commenté M. Falardeau.

Pour appuyer ses doléances quant à la pénurie, la Fédération a commandé une enquête à la firme CROP qui révèle que 47 % des parents ayant un élève en difficulté ont dû attendre six mois ou plus pour recevoir des services à l'école, alors que 18 % ont dû attendre un an ou plus.

La Fédération des commissions scolaires s'est dite surprise des propos de M. Falardeau, affirmant que les sommes ont été octroyées par le ministère aux commissions pour l'ajout de professionnels sur une période de cinq ans.

La Presse canadienne

Une université... des PERSONNES avant tout

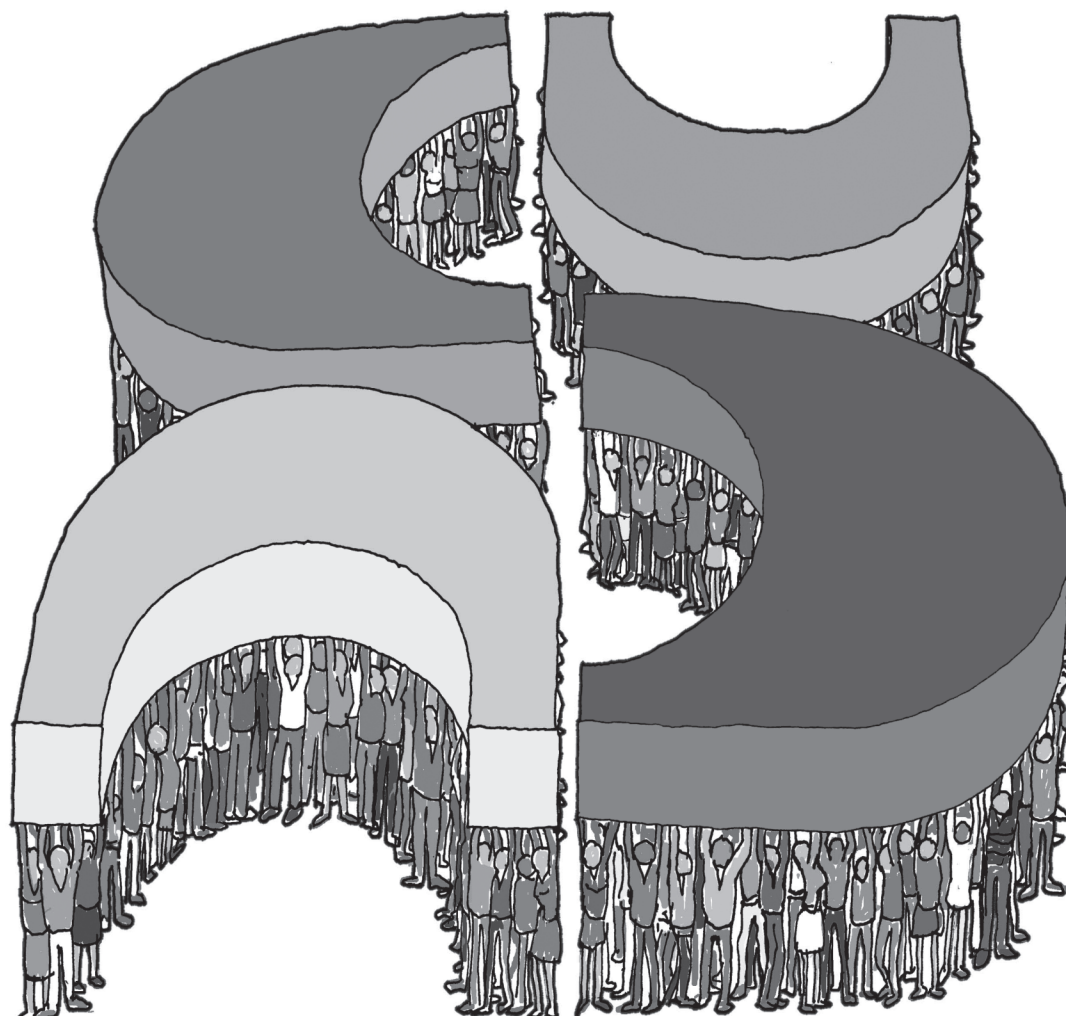
Au-delà du béton et de l'image, ces personnes réalisent, au quotidien, l'Université de Sherbrooke.

Ces personnes sont les principaux maîtres d'œuvre de son développement.

Une université forte et autonome s'assure que tous les membres de son personnel bénéficient de conditions reflétant leurs contributions.

Une question de respect élémentaire...

Madame la Rectrice, il est temps de régler.



SEESUS

Syndicat des employées et employés de soutien de l'Université de Sherbrooke

Conventions échues le 19 juin
2006 et le 31 décembre 2008



Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université de Sherbrooke

Convention échue le
31 mai 2011



L'Association du personnel administratif et professionnel de l'Université de Sherbrooke

Conventions échues le 31 décembre
2009 et le 31 mai 2010



Syndicat des professeures et professeurs de l'Université de Sherbrooke

Convention échue le
26 septembre 2010



Association des Ingénieurs Professeurs des Sciences Appliquées

Convention échue le
31 mai 2010

ACTUALITÉS

ÉCOCITÉ
Le progrès passe par les transferts technologiquesLOUIS-GILLES
FRANCEUR

Les transferts technologiques sont indispensables si on veut accélérer les progrès en environnement, qu'il s'agisse de dépollution, d'efficacité énergétique ou d'amélioration de la qualité de vie dans les villes grâce à de meilleurs systèmes de production, de construction, de gestion ou d'élimination des déchets, d'utilisation de l'énergie, etc.

C'est ce qu'affirme Arnold Black, un expert britannique de C-Tech Innovation et membre du Knowledge Transfer Network de Grande-Bretagne, qui faisait le point sur cette question cette semaine dans le cadre du sommet mondial Ecocité, qui se déroulait dans la métropole.

En entrevue au *Devoir*, Arnold Black explique que dans le dossier de l'environnement, la protection de l'innovation par des brevets n'est généralement pas la meilleure façon pour une société commerciale, petite ou moyenne, de protéger ses découvertes et surtout d'en tirer profit. «Il est généralement beaucoup plus rentable, dit-il, de se lier avec des partenaires qui vont permettre d'accélérer la mise en marché d'un produit ou d'un service afin d'être le premier à occuper le marché, ce qui permet souvent de prendre une avance technologique déterminante.» Et aussi une avance qui permet, ajoute-t-il, d'engranger les profits plutôt que de les distribuer aux avocats dans d'interminables litiges susceptibles, à la limite, de prendre tellement d'ampleur qu'ils peuvent compromettre jusqu'à la santé financière d'une entreprise.

La Grande-Bretagne, explique Arnold Black, finance ainsi un réseau d'échanges — un «flux

de connaissances» — qui permet aux entreprises d'aborder les problèmes autrement qu'en se barricadant chaque fois derrière des brevets. Mais cela peut aussi permettre à des entreprises détenant des brevets de s'allier avec des partenaires qui ont découvert de leur côté des solutions complémentaires, qui augmentent le potentiel d'une innovation ou qui vont faciliter la pénétration d'une technologie ou d'un produit sur le marché, ce qui n'est pas toujours évident pour les inventeurs.

Dans sa présentation devant le sommet mondial Ecocité, il précisait que le gouvernement britannique a investi 40 millions de livres pour dynamiser le flux de connaissances entre les entreprises britanniques, une initiative à laquelle les industriels ont consacré pour leur part 11 millions de livres.

Les animateurs de ce «flux de connaissances» ne sont pas des consultants, explique Arnold Black. «Ils sont là, dit-il, pour accélérer la transition vers une économie décarbonisée le plus possible, plus efficace sur le plan énergétique et dans son utilisation des ressources en créant des liens organiques entre les milieux d'affaires, universitaires, les centres de recherche et les agences gouvernementales.»

«Mais, ajoute cet expert, il n'y a pas de modèles d'intervention précis ou reproductibles. Chaque fois, il faut déterminer les besoins précis d'une entreprise ou d'un groupe et, partant de là, agir en quelque sorte comme un courtier de connaissances entre différents acteurs pour faciliter leur rapprochement, leur faciliter l'accès aux programmes de financement, les aider à positionner leur produit.»

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le nombre de pistes cyclables a augmenté au cours des dernières années, mais les progrès sont trop lents au goût du CEUM.

L'heure est venue d'agir pour faire de Montréal une ville plus verte

C'est ce qu'estime le Centre d'écologie urbaine de Montréal au terme du sommet

JEANNE CORRIVEAU

Le rideau est tombé hier sur le sommet mondial Ecocité, qui a réuni toute la semaine à Montréal des délégués de 70 pays pour discuter du concept de villes vertes. Montréal a fait le plein d'idées à la lumière des exposés et des présentations des experts invités, mais le temps est maintenant venu d'agir pour faire de Montréal une ville plus écologique, estime le Centre d'écologie urbaine de Montréal (CEUM), qui a organisé l'événement.

«Les solutions existent, elles sont implantées dans le monde. Il faut maintenant qu'on s'inspire de ça et, surtout, qu'on passe à l'action dès maintenant», commente Luc Rabouin, directeur général du CEUM. Selon lui,

les problèmes de congestion et la décrépidité des infrastructures routières qui accaparent l'actualité montréalaise représentent une occasion qu'il faut saisir pour repenser la ville.

Luc Rabouin n'a pas oublié ce commentaire d'un conférencier qui s'étonnait d'entendre des délégués montréalais se plaindre du manque de ressources financières pour les transports collectifs alors que 3 milliards seront dépensés pour reconstruire l'échangeur Turcot. «Donc, vous avez de l'argent, ce n'est pas ça le problème, mais ce sont les choix que vous faites», a conclu le visiteur.

Mais entre les vœux et la réalité, un large fossé demeure. «Tout le monde est en faveur des transports actifs et des vélos, mais quand vient le temps d'agir, c'est

difficile», explique-t-il en évoquant les mesures d'apaisement de la circulation mis en place par le maire de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, Luc Ferrandez. Comme quoi, l'application de tels concepts est un exercice périlleux pour les politiciens.

Déséquilibre fiscal

À Montréal, le nombre de pistes cyclables a augmenté au cours des dernières années, les ruelles vertes se sont multipliées et des projets de piétonnisation ont vu le jour, mais les progrès sont trop lents au goût du CEUM qui, en revanche, reconnaît que les villes sont victimes d'un déséquilibre fiscal et qu'elles disposent d'une marge de manœuvre limitée.

Malgré ces contraintes, l'administration municipale montréalai-

se n'aurait pas dû baisser les bras devant les décisions du gouvernement du Québec dans les dossiers de l'échangeur Turcot, de la rue Notre-Dame et du pont de l'autoroute 25, croit M. Rabouin: «Le maire Gerald Tremblay devrait être notre porte-parole et il pourrait s'allier l'ensemble de la collectivité montréalaise. Si le maire avait dit: "On va tous descendre dans la rue pour Turcot", on serait allés avec lui, dit-il. Il faut briser la logique. C'est pourquoi pour nous, Turcot est un symbole et tant qu'il n'est pas démolit, il y a de l'espoir.»

Les délégués ont déserté le Palais des congrès, mais ils se sont donné rendez-vous à Nantes, en France, qui sera l'hôte du sommet Ecocité en 2013.

Le Devoir

Salon exclusif. Sièges en première classe. Jet privé.



L'Acura RDX.

Vous souvenez-vous de la dernière fois où un déplacement a réellement été excitant?

RDX 2011 à partir de 42 520 \$*

Moteur i-VTEC^{MD} turbo • Interface HandsFreeLink^{MC}-Bluetooth^{MD} • Chaîne sonore ambiophonique ELS Surround^{MD} Premium de 410 watts


ACURA
DEVANT.
acura.ca

DES SOINS À VISAGE



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Une patiente en dialyse est examinée pour vérifier si ses pieds ne portent pas de plaies. Ce genre de vérification faite à l'Hôpital de Verdun est un enjeu fondamental pour la guérison des malades.

Prendre le patient par la main

L'Hôpital de Verdun a freiné la progression de sa population en dialyse avec son approche personnalisée

La population en dialyse augmente partout au Québec. Partout, sauf à l'Hôpital de Verdun où la clientèle plafonne grâce aux efforts réalisés en amont par la jeune clinique de protection rénale. Un tour de force qui illustre tout le potentiel d'une approche axée sur la prévention, le suivi et la prise en charge.

LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

Baignés par la lumière naturelle qui perce les grandes fenêtres de la salle de dialyse, deux hommes pédalent en silence sur leur vélo stationnaire. Le geste est précis, le rythme constant, l'effort manifeste. On pourrait se croire au centre sportif jusqu'à ce que l'œil capte tout ce qui les entoure: la machinerie sophistiquée, les lits articulés, les chariots sur roulettes et, légèrement en retrait, le personnel infirmier, qui veille discrètement au grain.

Nous sommes dans l'unité d'hémodialyse que dirige le Dr Jacques Jobin. Certainement le plus grand centre du genre au

Québec et probablement aussi le plus dynamique puisque c'est lui qui a été choisi pour établir les normes de pratiques partout au Canada. «Quand tu es malade, c'est que tu as perdu ce qui est le plus précieux, ta santé, t'es un loser, confie le néphrologue. Mais quand tu t'en-

Les patients suivis à la clinique d'hémodialyse ont accès à un panier complet de services offerts par une équipe qui les prend en charge de A à Z

traînes sur le vélo et que tu fais ne serait-ce qu'une minute de plus que la fois d'avant, tu viens de gagner quelque chose. L'effet est impressionnant sur les patients.»

Son équipe travaille présentement à faire la preuve des vertus de l'entraînement chez les insuffisants rénaux qui doivent s'astreindre à la dialyse. «Nos travaux montrent que cela permet de réduire les chutes — qui dépendent d'abord de la force musculaire — et de diminuer les baisses de

pression qui viennent parfois avec la dialyse, raconte le Dr Jobin. On constate aussi que le traitement est mieux toléré chez ceux qui s'entraînent. Bien sûr, il y a un effet psychologique, un effet d'ambiance, dont il faut tenir compte.»

La blessure sous les bas

En retrait dans un autre coin de la clinique, une femme en dialyse voit ses pieds examinés avec minutie par une infirmière spécialement formée en la matière. «En dialyse, la première affaire à faire, c'est enlever les bas pour voir s'il n'y a pas de

plaies aux pieds, raconte le Dr Jobin. Ici, on a une infirmière qui ne fait que ça. C'est rare qu'on offre ça à l'hôpital. Ailleurs, les gens sont généralement obligés d'aller au privé, chez les podiatres.»

L'enjeu est pourtant fondamental. «Dès qu'il y a une plaie, on entre dans un cycle très complexe, il faut des antibiotiques et c'est très long à guérir», explique le Dr Christian Lainé, chef du service de suppléance rénale. Une infirmière est aussi affectée au suivi de l'anémie, une autre à la surveillance des accès vasculaires, talon d'Achille de la dialyse, ajoute le Dr Lainé. «C'est fondamental. Sans accès, pas de dialyse.»

En fait, tous les patients suivis à la clinique d'hémodialyse ont accès à un panier complet de services offerts par une équipe interdisciplinaire qui les prend en charge de A à Z. Idem pour sa petite sœur, la clinique de protection rénale, qui vise quant à elle à ralentir la progression de la maladie et à re-

pousser la dialyse le plus longtemps possible. «Quand le patient n'est pas trop "compliant", on lui fait visiter l'unité de dialyse. Ça remet les choses en perspective», blague le Dr Jobin.

Le patient qui accepte de jouer le jeu jusqu'au bout a tout à gagner, poursuit-il. «La population en dialyse augmente de 5 à 15 % par année généralement. Chez nous, depuis deux ans, ça plafonne. La clinique de protection rénale grossit, mais en dialyse, ça reste pas mal semblable, parce que le travail qu'on fait en prévention est devenu très efficace. Il y a des patients que je suis depuis dix ans en protection rénale alors qu'on ne leur aurait pas donné deux ans avant la dialyse à leur arrivée.»

Gagner en autonomie

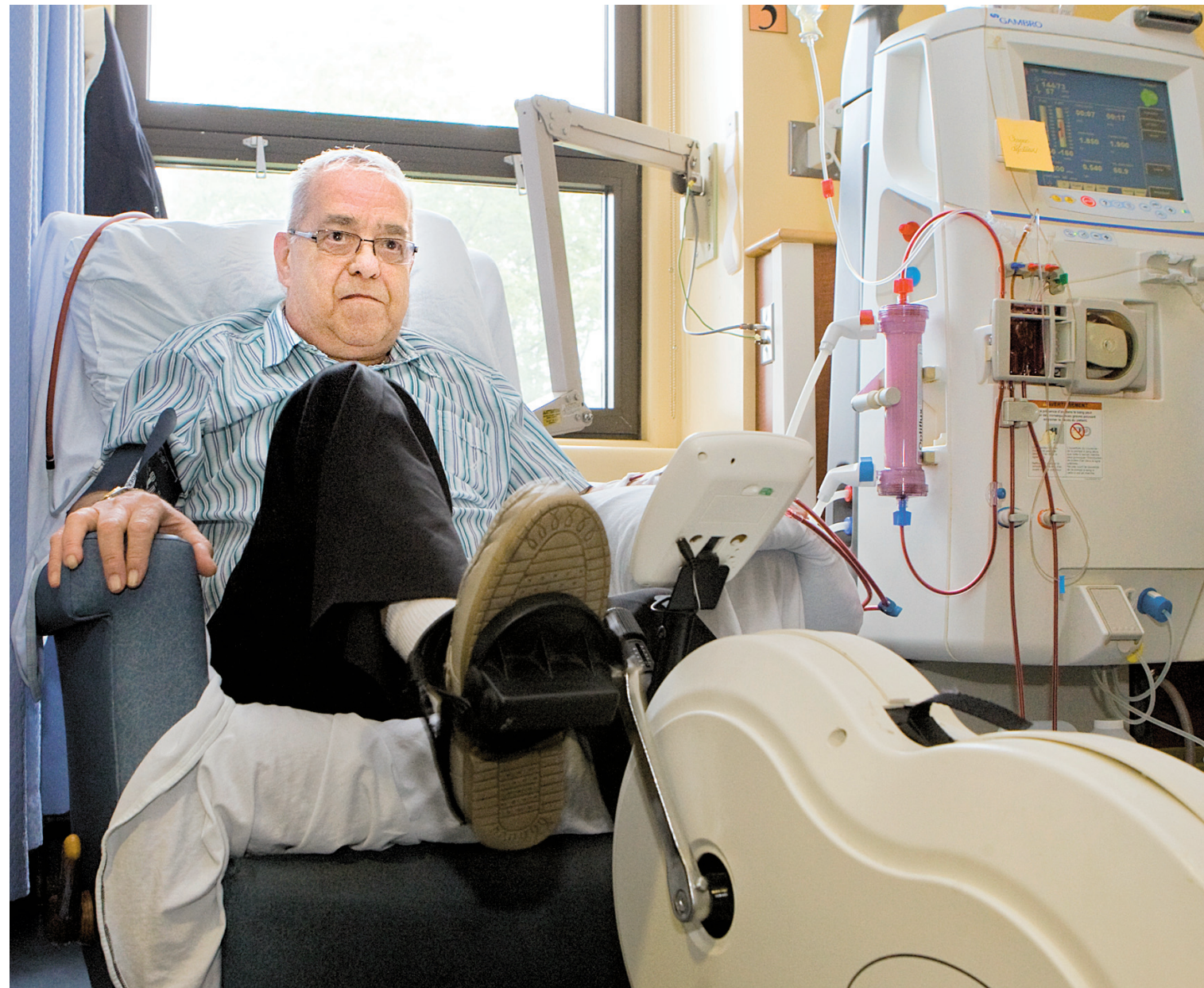
Ces deux cliniques complémentaires comprennent une forte proportion d'enseignement. Les patients y viennent avec leurs conjoints et leurs enfants pour apprivoiser leur maladie et gagner en autonomie. Jusqu'à gérer eux-mêmes leur retour à la maison, raconte le Dr Jobin. «La dialyse péritonéale, c'est compliqué. Tu envoies quelqu'un à la maison, il doit se mettre des solutions dans le ventre, s'il prend du poids, il faut changer les doses. Le monsieur a 80 ans, il est presque

aveugle, les gens se disent, ben voyons donc, ça ne marchera pas. Et pourtant ça marche. Pourquoi? Parce que l'infirmière l'appelle tous les jours.»

Et au moindre doute, les patients n'ont qu'à prendre le téléphone pour confier leurs inquiétudes à une infirmière. «Dans 80 % des cas, celle-ci va pouvoir leur donner la bonne réponse sur-le-champ, explique le Dr Jobin. C'est un bon exemple de ce qu'on peut gagner en transférant des compétences. Ces cliniques-là sont basées sur l'implication des professionnels, principalement les infirmières, et l'implication de celles-ci se fait vraiment corps et âme.»

Ces anges gardiens travaillent aussi en partenariat avec les CLSC et le CSSS, si bien que le patient a toujours accès à une ressource selon ses besoins, même une fois revenu à la maison, raconte Danielle Lipari, infirmière à la clinique de protection rénale. «S'il faut qu'un patient tombe entre deux chaises, il faut qu'il soit bien petit! En fait, je ne peux pas concevoir de maille assez grande pour que cela puisse se produire ici», confie celle qu'on appelle aussi la «reine de la protection rénale».

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'unité d'hémodialyse de l'Hôpital de Verdun a été choisie pour établir les normes de pratiques partout au Canada. L'équipe du Dr Jacques Jobin travaille présentement à faire la preuve des vertus de l'entraînement chez les insuffisants rénaux qui doivent s'astreindre à la dialyse.

Sophie
DOWNS

Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

Psychologue clinicienne

ADULTES · COUPLES
25 ANS D'EXPÉRIENCE

514-861-0630
VIEUX-MONTRÉAL

LA
DÉMOCRATIE
EN QUESTION

Congrès de L'Entraide missionnaire
10 et 11 septembre 2011

Avec CHRISTIAN NADEAU, professeur au département de philosophie de l'Université de Montréal :
Droits et démocratie. Alliés ou adversaires?

SALIMA GHEZALI, journaliste et écrivaine algérienne, éditrice de l'hebdomadaire La Nation :
Pour comprendre les mutations dans le monde arabe

MARCELO SOLERVICENS, politologue et journaliste, secrétaire général de l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC) :
Voix et voies démocratiques en Amérique latine

RICCARDO PETRELLA, économiste et politologue, professeur émérite de l'Université catholique de Louvain en Belgique :
La planète des biens communs

Congrès ouvert au public

À l'auditorium du Collège Notre-Dame,
3799 chemin Queen Mary, Montréal
Programme détaillé : www.web.net/~emi
Renseignements : emi@web.ca / 514-270-6089
Inscription obligatoire
Coût jusqu'au 31 août : 95\$
À partir du 1^{er} septembre : 110\$

Assemblée générale annuelle de l'AQLPA

L'Assemblée générale annuelle de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA) aura lieu le samedi 10 septembre prochain à 13h30. Inscriptions à partir de 13h00.

Où : Pavillon La Laurentienne,
1030, avenue du Séminaire
Université Laval, Québec

Comment : R.S.V.P avant le 6 septembre à
info@aqlpa.com

Seuls les membres en règle ont droit de vote. Tout membre en règle qui désire poser sa candidature comme administrateur doit compléter le formulaire de mise en candidature.

Pour de plus amples informations, devenir membre ou obtenir le formulaire de mise en candidature, consultez le www.AQLPA.com

Congédié?

Voyez

François Gendron

AVOCAT

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545



ABAT-JOUR ILLIMITÉS
L A M P S H A D E S

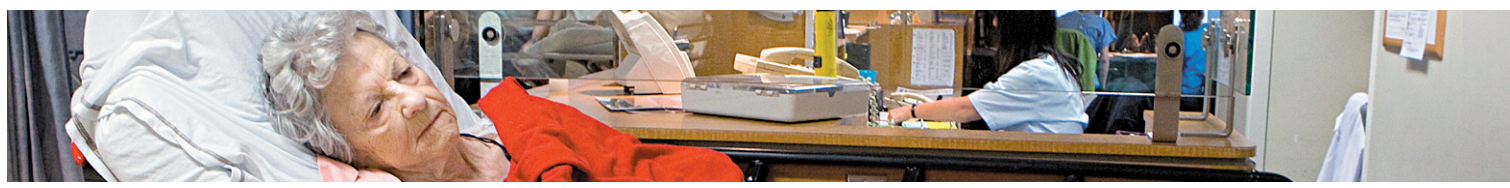
Obtenez 15% de rabais!

Présentez ce coupon au moment d'un achat ou d'une commande d'un abat-jour au prix régulier. Nul autre rabais ne pourra être consenti. (Valide du 27 août au 26 novembre 2011)

- Plus de 5,000 abat-jour en magasin.
- Le plus grand choix au Canada.
- Service de recouvrement sur mesure.
- Apportez votre pied de lampe pour un ajustement parfait.

4875, Jean-Talon Ouest, Montréal (près de Décarie)
(514) 344-8555 | (1866) 747-8555 | www.abatjourillimites.ca

HUMAIN



Le bon geste par le bon professionnel

Dans le réseau québécois, trop de soins sont encore donnés par du personnel surqualifié

LOUISE-MAUDE
RIOUX SOUCY

Des médecins spécialistes qui prennent la tension artérielle, des médecins de famille qui administrent des vaccins, des infirmières qui donnent des bains. Trop de gestes sont encore accomplis par du personnel surqualifié dans notre réseau de santé, estime le président du

Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens (CMDP) de l'Hôpital de Verdun, qui remet en question ces réflexes bien ancrés.

«Le moule est difficile à briser. Les gens protègent leurs acquis en élevant des murailles qui sont très difficiles à percer.»

Pour innover en santé, il faut aussi savoir se réinventer, surtout quand les moyens sont comptés, explique le D^r Jacques Jobin, qui préside le CMDP. «C'est LA voie à suivre. En 1920, vous deviez aller dans un laboratoire de physiologie pour prendre votre pression artérielle. Maintenant, on peut la prendre à la pharmacie, même à la maison. Mais le moule est difficile à briser. Les gens protègent leurs acquis en élevant des murailles qui sont très difficiles à percer.»

Contre le corporatisme

Dans un système en pénurie comme le nôtre, ce corporatisme doit impérativement être combattu, poursuit le D^r Jobin. «Ça freine l'innovation, ça bloque l'accès aux soins, ça nous empêche tous de respirer.» À l'Hôpital de Verdun, chaque département a eu pour mission de

«On s'est demandé si nous avons besoin de toute cette expertise pour faire certains gestes simples, mais essentiels.»

C'est ainsi que plusieurs départements ont vu leur organisation chamboulée pour donner plus de pouvoir aux infirmières et aux patients notamment. «Montrer à un diabétique comment gérer son insuline se résume à quatre variables. Il n'y a pas de raisons que ce soit le médecin qui fasse cela», tranche le D^r Jobin. Idem pour l'insuffisant cardiaque qui part de l'hôpital après un infarctus. «Ce dont ce patient a besoin, outre un enseignement fiable, c'est d'une présence constante au bout du fil, ce que nos infirmières peuvent faire sans mal.»

Ce patient a en effet besoin de diurétiques pour ne pas faire d'eau sur les poumons. Or, ce qui était de mise à l'hôpital ne l'est pas nécessairement à la maison, illustre le néphrologue. «Le patient peut boire plus d'eau, ce qui peut avoir un impact sur son enflure. Nous avons donc développé un système qui lui permet d'ajuster ses doses en fonction de ses variations de poids. C'est risqué, mais pas plus qu'avec l'insuline. [...] Mais pour cela, il faut une présence constante pour que dès que le doute s'insinue, le patient ait une réponse fiable.»

Ce transfert de compétences a aussi permis à l'hôpital de mieux utiliser ses ressources infirmières, ajoute Colette Milot,



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

À l'Hôpital de Verdun, chaque département a eu pour mission de décloisonner ses pratiques. Plusieurs ont vu leur organisation chamboulée pour donner plus de pouvoir aux infirmières et aux patients, notamment.

directrice des soins infirmiers. «On a beaucoup utilisé la loi 90», qui vise à optimiser les compétences de chaque professionnel de la santé. «Ça s'est inscrit dans une démarche plus large visant à réduire le recours à la main-d'œuvre indépendante — et donc aux agences privées —, ce

qui nous a amenés à faire appel à plus d'infirmières auxiliaires.»

Une question de volonté

En ces temps de grande pénurie, la mesure a eu l'effet d'une bouffée d'air frais pour tous les professionnels en place. «Quand les gestionnaires sont

convaincus, on voit que les choses peuvent changer très vite», croit Mme Milot, qui dirige aussi le programme de santé physique de l'hôpital. Une mesure qui n'a toutefois pas atteint son plein potentiel, assure-t-elle. «On peut pousser la logique encore plus loin, j'en suis persuadée.»

Mais pour cela, il faut que les équipes acceptent de se redéfinir, rappelle le D^r Christian Lainé, chef du service de suppléance rénale. «Ces cliniques demandent une grande habileté à travailler en équipe, ce qui n'est pas donné à tout le monde. Il faut accepter que ceux qui prennent la relève ne le feront peut-être pas comme on le ferait soi-même et qu'ils ont droit à l'erreur tout comme nous. Cela demande aussi la reconnaissance du travail accompli.»

Des gestionnaires de cas

C'est cette même logique qui a poussé l'hôpital à revoir et personnaliser sa gestion des lits. «Tous les matins, on passe les lits en revue, ce qui nous donne un accès instantané à ce qui se passe sur les étages», explique Diane D'Amour, coordonnatrice à la gestion des admissions et des séjours. «Auparavant, on pouvait passer une demi-heure au téléphone pour essayer de quêter une priorité en radiologie, raconte le D^r Jobin. Maintenant, on appelle Diane et on gagne beaucoup de temps.»

De plus en plus d'hôpitaux coordonnent ainsi leurs admissions et leurs séjours, rappelle la directrice générale du CSSS du Sud-Ouest-Verdun, Danielle McCann. «Là où notre équipe se distingue, c'est pour ses gestionnaires de cas. On en a pour presque toutes les spécialités. Diane les rencontre tous les matins.» Depuis son entrée en poste, la pression sur l'hôpital a beaucoup diminué, spécialement à l'urgence. «Mais décembre, janvier et avril restent très difficiles et il arrive encore que ce soit hors de notre contrôle», convient Mme D'Amour.

Le Devoir



12 AOÛT - 6 SEPTEMBRE

SALES

Roche Bobois a le plaisir de vous inviter à ses **soldes d'été**. Canapés, meubles et accessoires à des prix exceptionnels, rabais allant **jusqu'à 60%** sur certains modèles de plancher. Faites vite...

MONTRÉAL - 505 Avenue du Président Kennedy - Tél. 514-350-9070 - montreal@roche-bobois.com
LAVAL - Quartier Laval - 660 Boulevard Le Corbusier, L7 - Tél. 450-688-6000 - laval@roche-bobois.com
TORONTO - 101 Parliament Street - Tél. 416-366-3273 - toronto@roche-bobois.com

STATIONNEMENT GRATUIT

rochebobois
PARIS

www.roche-bobois.com

ACTUALITÉS

SOINS

SUITE DE LA PAGE 1

fortune bon cœur en misant sur ce que ses gens font de mieux, repenser les soins de pointe pour les ramener à hauteur d'homme.

Le résultat: un hôpital qui fait de la vraie prise en charge et met la prévention au centre de toutes ses pratiques. Aussi bien dire une exception dans le paysage montréalais. L'établissement de proximité est pourtant ce qui s'approche le plus d'un des éléments clés du réseau de soins de base que réclament les mégahôpitaux. Le directeur général du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM), Christian Paire, le dit ouvertement. Sans hôpitaux communautaires pour prendre la relève, il lui sera «impossible de compléter [son] virage vers les soins ultraspecialisés».

«Il y a des patients pour qui une structure de centre universitaire n'est plus justifiée, ni d'un point de vue médical, ni d'un point de vue économique. Ces personnes-là ont le droit d'être reçues quelque part», faisait-il récemment valoir. Un quelque part qui reste encore à construire, notait-il alors en pressant l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal de s'atteler d'urgence à la réorganisation des soins de première et seconde lignes.

C'est notre priorité avec l'apaisement des urgences, a rappelé hier le président-directeur général de l'Agence, David Levine. «À Montréal, l'offre de première ligne est faite majoritairement par des spécialistes. C'est problématique parce qu'on ne fait pas de suivi global. Cette dynamique nuit à Montréal, c'est son talon d'Achille.» L'Agence entend donc consacrer les prochaines années à créer des liens entre les différentes parties du réseau.

Pour cela, il faudra notamment revoir le rôle de l'hôpital communautaire, indique la D^{re} Louise Ayotte, directrice des affaires cliniques, médicales et universitaires à l'Agence. «On dit souvent qu'il faut arrêter d'être hospitalocentriste, mais commençons par voir les avantages des hôpitaux communautaires et les rendre attrayants, ensuite nous pourrions ramener en communauté tout ce qui peut l'être. C'est comme ça qu'on va améliorer la situation dans nos urgences.»

Tout à fait d'accord, répliqueraient sans doute le président du Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens (CMDP) de l'Hôpital de Verdun, le D^r Jacques Jobin. «Certains pourraient se demander si Montréal a encore besoin d'hôpitaux de proximité avec tous ses grands centres spécialisés. Mais avec le vieillissement de la population, la complexification des pathologies et la multiplication des maladies chroniques, je crois qu'on n'a pas le choix, il va falloir revenir à ce modèle-là.»

C'est qu'avant d'être une médecine ponctuelle ou ultraspecialisée, la médecine du XXI^e siècle est d'abord une médecine de mala-

die chronique, explique le D^r Jobin. «Franchement, il y a bien longtemps que j'ai lu un résumé de dossier avec un seul diagnostic. Nos patients vivent plus vieux, développent une pathologie, puis deux, puis trois, ce qui rend les suivis beaucoup plus complexes.»

Une première ligne responsable

Ces malades ordinaires — comme les diabétiques, les hypertendus ou même les cancéreux — n'ont pas besoin de plateaux techniques hypersophistiqués, sinon à l'occasion. Ils ont d'abord besoin d'être pris en charge par ceux qui sont sur la ligne de front. Mais pour cela, il faut que les cloisons qui séparent les hôpitaux des CLSC, des CHSLD et des cliniques tombent.

C'est là la base de ce qu'André-Pierre Contandriopoulos, professeur titulaire au Département d'administration de la santé de l'Université de Montréal, appelle «une première ligne responsable» capable d'assurer tous les suivis nécessaires. «Si la première ligne assume ses responsabilités aussi loin qu'elle en est capable, le recours à l'hôpital ne se fait alors que lorsque c'est vraiment indispensable et la friction sur le système se fait beaucoup moins forte.»

Le Centre de santé et de services sociaux (CSSS) du Sud-Ouest-Verdun a très bien saisi ce principe. «Chez nous, les patients peuvent recevoir la majorité des services dont ils ont besoin. C'est l'idée maîtresse d'un hôpital de proximité, où l'information est accessible et partageable en tout temps», résume le D^r Jobin. Une dynamique qui fait l'envie de l'Agence. «C'est le modèle qu'on recherche et que l'on veut implanter et même bonifier», confirme la D^{re} Ayotte.

C'est aussi une philosophie qui s'inscrit en droite ligne avec le virage vers les soins ultraspecialisés dont rêvent les futurs mégahôpitaux. L'Hôpital de Verdun est déjà prêt à se prêter au jeu. «On

L'Hôpital de Verdun en un clin d'œil

- 209 lits, dont seulement 6 % en chambres pour une seule personne
- 237 médecins, 27 médecins résidents, 540 infirmières, 13 pharmaciens
- 300 bénévoles

En 2009-2010

- 6643 personnes hospitalisées, parmi lesquelles 42 % avaient 75 ans et plus
- 40 588 visites à l'urgence
- 31 925 examens à l'unité de médecine familiale
- 45 701 consultations externes spécialisées

les pieds», dit-il. Et ce qu'elle a en tête, ajoute-t-elle, c'est «l'occasion de ma vie de me dépasser, d'aller au bout de moi-même et de voir ce que j'ai dans les tripes».

Quand elle a conquis le Kilimandjaro, Monique Richard n'entretenait pas encore l'ambition de s'offrir les sept sommets. Il s'agissait plutôt d'un baptême du feu, en quelque sorte. «Comme première montagne, c'est super, parce que ce n'est pas technique, et tu peux voir comment ton corps s'acclimata en haute altitude sans avoir vraiment d'expérience en alpinisme. J'ai adoré la sensation. Partir la nuit pour se rendre au sommet. Regarder le soleil se lever au-dessus des nuages, c'est un moment privilégié. Un tas de sensations que je n'avais jamais éprouvées avant. Il y a une réelle ivresse de l'altitude», souligne-t-elle.

Redoubler d'ardeur

Rentrée à la maison, elle a assisté à des conférences sur l'alpinisme et lu des livres sur le sujet. Elle fut invitée à une expédition sur l'Aconcagua, mais les circonstances firent en sorte que l'Elbrouz (5642 m) se retrouva d'abord sur son itinéraire. «Après l'Elbrouz, je ne me trouvais pas assez expérimentée. À ce moment, les sept relevaient bien davantage du rêve que du projet. Je commençais à penser à l'Everest, mais je me disais que ce serait pour beaucoup plus tard», dit-elle.

Après de petites (!) virées du côté du mont Blanc, du camp de base Everest et du Loubuche, au Népal, elle attaque l'Aconcagua. Ce ne sera pas précisément une balade d'agrément. «J'ai failli ne pas réussir. Les derniers mètres, j'étais malade, j'avais mal à la tête, je vomissais pratiquement à chaque pas. Ça m'a donné toute une leçon. Je me suis dit que la prochaine montagne, il allait falloir que je la gère.» Elle redouble d'ardeur à l'entraînement, convaincues dès lors qu'elle allait tenter les sept sommets. «Et au McKinley, c'était beaucoup plus technique que tout ce que j'avais fait jusque-là. Mais cette fois, j'étais prête.»

Mais on ne contrôle pas toujours son environnement. Pour gravir le Puncak Jaya, dans l'île de Nouvelle-Guinée, elle a choisi de passer par la jungle, «et 85 % du parcours était fait de boue». À la descente, des troubles civils dans l'agglomération située au bas de la montagne les ont forcés,

sait que le Centre universitaire de santé McGill [CUSM] entend se délester de certaines activités et on s'attend à ce qu'une partie soit envoyée chez nous», confirme la directrice générale du CSSS, Danielle McCann. Les plans d'agrandissement et de remise aux normes du petit hôpital ont d'ailleurs été conçus pour faire face à ce flot de nouveaux patients.

Cela dit, la volonté de délester les hôpitaux spécialisés est déjà ancrée à Verdun, rappelle Mme McCann. «Par exemple, nous avons développé un accès fort intéressant à la chirurgie en mettant nos blocs opératoires à la disposition d'autres établissements. Nous faisons la deuxième offre en orthopédie et nous avons une entente avec les ORL de l'Hôpital de Montréal pour enfants. Nous sommes également à travailler sur une entente avec le CHUM pour la chirurgie d'un jour.»

Une discipline quotidienne

Ce genre d'échanges vaut aussi pour ceux qui travaillent en amont, aux portes de la première ligne. Coincé par son étroite volumétrie et ses infrastructures ingrates, l'hôpital a réussi à élargir ses horizons en accueillant en ses murs la première clinique-réseau intégrée (CRI) du Québec et en multipliant les passerelles avec les ressources de son milieu: CHSLD, CLSC, cliniques, alouette. Depuis son ouverture, il y a deux ans, la CRI a permis à plus de 3000 patients orphelins de trouver un médecin de famille.

Le tour de force est réel. S'il fallait décrire le «patient orphelin», on pourrait dire sans se tromper qu'il est Québécois. Deux millions d'oubliés auxquels s'ajoutent des milliers de gens hospitalisés laissés à eux-mêmes sitôt leur congé obtenu. Pas à Verdun, entend-on. «C'est une priorité absolue chez nous», mais surtout une «discipline quotidienne», confirme Mme McCann, qui concède encore quelques améliorations.

Ces efforts rapportent «gros à tout le monde», note le D^r Paul Jacquemin, directeur des services professionnels. «Cela permet aux médecins de travailler en symbiose sur les deux fronts, soit à la CRI ou à l'urgence, aux soins intensifs ou sur les étages.» L'effet sur l'urgence a d'ailleurs été phénoménal, jusqu'à lui épargner les contre-coups des derniers pics grippaux. «Quand l'urgence déborde, la clinique peut recevoir les cas moins urgents, ceux qu'on appelle les P4 ou les P5, ce qui fait toute la différence.»

Cette approche collaborative vaut à l'Hôpital de Verdun le titre envié de perle cachée dans le milieu. «L'Hôpital de Verdun, c'est une chimie particulière, explique le D^r Jacquemin. C'est l'avantage du «small is beautiful». Nous faisons confiance à nos équipes qui mènent leur barque à leur façon.» Cela permet aussi des soins «beaucoup plus humains», rappelle le D^r Jobin. «Vous savez, on a tendance à l'oublier, mais la qualité des soins dépend d'abord de ceux qui les donnent.»

Le Devoir

CURZI

SUITE DE LA PAGE 1

nouvelles pour moi», a réagi celui qui représente Nicolet-Yamaska. «Il me semble que c'était assez clair depuis longtemps que c'était dans les cartes pour Pierre [Curzi].» Déjà, le 21 juin, jour où l'ancien président de l'Union des artistes a tenu une assemblée citoyenne dans Borduas, Le Devoir écrivait que «selon plusieurs sources, M. Curzi n'a jamais caché que la direction du parti l'intéressait». Il en aurait même parlé ouvertement au caucus.

Dimanche passé, en marge de la réunion du Nouveau Mouvement pour le Québec, M. Curzi, dans un point de presse, alors qu'il était questionné sur l'avenir de l'ex-chef du Bloc Gilles Duceppe, avait soudainement évoqué sa participation à une éventuelle course à la chefferie du PQ.

«Un sacré bon outil»

Depuis juin, Pierre Curzi a toujours rejeté l'hypothèse de la création d'un autre parti souverainiste. Il souligne aussi qu'il n'a jamais décliné sa «carte de membre» du PQ. Hier, il décrivait la formation politique comme «un sacré bon outil». En matinée, questionné par La Presse à savoir s'il rentrerait au bercail si Pauline Marois entérinait les propositions de réformes de Bernard Drainville, M. Curzi a d'abord répondu que cela pourrait être possible. L'entretien au 98,5 a suivi et M. Curzi a alors fait évoluer sa version en disant que Mme Marois devait d'abord partir pour qu'il considère un retour.

Et si une autre personne — disons Bernard Drainville — devenait chef du PQ et prônait les idées de réforme des institutions démocratiques? Devant la question, M. Curzi prend une pause. «Je n'ai pas examiné ça», laisse-t-il alors tomber avant d'évoquer une course entre lui et M. Drainville: «Ce qui serait intéressant, c'est de pouvoir confronter ces idées-là. Parce que je ne suis pas d'accord avec toutes les idées [du rapport Drainville]. Et ça, c'est vrai de plusieurs personnes... Il y aurait d'autres candidats. Une confrontation d'idées, ce serait intéressant.» Puis il évoque des dénouements possibles: «Si les meilleures idées gagnent... oui..., je serais prêt à me rallier à celui qui a les meilleures idées et qui aurait un appui manifeste de la part des membres. Pourquoi pas? Et vice-versa. C'est toujours comme ça que les choses se passent, non?»



Pierre Curzi

La députée indépendante de Rosemont, Louise Beaudoin, qui avait jeudi encensé le rapport Drainville, a soutenu hier que si le PQ avait le «courage» de l'appliquer, elle considérerait un retour à la formation pour laquelle elle a milité de 1970 à 2011. Pour Jean-Martin Aussant, ce n'est pas là une condition suffisante. A ses yeux, «n'importe quel parti fédéraliste pourrait mettre en avant» un rapport comme celui de M. Drainville. «C'est pas sur la souveraineté, cette affaire-là! Et moi, je n'ai pas quitté le PQ sur la question des institutions démocratiques, mais à cause d'un manque de conviction souverainiste.» Parmi les cinq députés qui ont quitté le PQ, seul M. Aussant, jusqu'ici, avait réclamé le départ de Pauline Marois. Il évoque un éventuel retour en ces termes: «Si Pauline s'en va et qu'il y a un nouveau chef qui est souverainiste. Après une course à la chefferie, on va voir ce qui va arriver. J'ai pas fermé la porte éternellement.»

Menaces de démission chez les présidents

Par ailleurs, selon Philippe Leclerc, président de l'association péquiste de Mercier et ancien candidat dans Saint-Laurent en 2010, plusieurs de ses homologues de l'île de Montréal — il en a compté six — et lui se préparaient à claquer la porte du parti avant la publication du rapport Drainville. «On était une gang qui s'en allait. On n'était plus inspiré.» C'est le document du député de Marie-Victorin qui leur redonne le goût de rester au PQ «pour l'instant», a-t-il expliqué. Ainsi, ils somment le chef «d'agir comme une leader doit agir» et d'entériner au moins deux des dix solutions du député de Marie-Victorin: le RIP et la proportionnelle. Sinon? Ils vont quitter le parti. «Ce serait une très dure épreuve. Mais si on n'a pas d'outils pour reconquérir le cœur des électeurs, il ne nous restera plus que ce choix.» Et si un jour Pierre Curzi devenait le chef du PQ avec ce projet de réforme démocratique? «On ne changera pas encore de génération à la tête du PQ», a répondu M. Leclerc.

Malgré la démission du caucus de Lisette Lapointe, l'exécutif péquiste de Crémazie a gardé ses liens avec le PQ. Joint hier, son président, Hadrien Parizeau, a soutenu que son équipe, «orpheline de député», préfère changer les choses de l'intérieur: «Tant qu'à quitter le parti et ne rien faire, on aime mieux continuer à faire de la politique; par exemple avec Bernard Drainville.»

Notons enfin que sur son blogue, le dirigeant du Réseau de résistance du Québec a pris position hier pour la création d'un nouveau parti indépendantiste. «Il y a deux personnalités fortes qui pourraient donner un grand coup de barre dans le petit monde politique québécois: Pierre Curzi et Jean-Martin Aussant. Si ces deux-là décident de brasser la cage, on pourrait être surpris des résultats qu'ils pourraient obtenir.»

Le Devoir

Le Devoir

TOITS Demain, dimanche, Monique Richard s'envolera pour le Népal et s'attaquera, en octobre, au toit du monde, l'Everest

SUITE DE LA PAGE 1

routes de France et d'Espagne. Une bagatelle: 1600 kilomètres. «J'ai vu que c'était vraiment de ça que j'avais envie», raconte-t-elle.

Elle a vendu son commerce. Comme elle aime marcher et être dehors, elle a obtenu un emploi de factrice à Postes Canada. Puis, profitant de ses moindres congés, elle est repartie. Compostelle encore. Puis, en 15 jours et hors saison, le sentier de grande randonnée GR 20, en Corse, réputé le plus exigeant d'Europe. «Ça été le coup de foudre avec la montagne, dit-elle. J'ai pris conscience de mes aptitudes, de combien j'aimais ça, grimper, marcher vite, de combien je m'épanouissais là-dedans. Je me suis donc lancé un défi, celui d'aller plus haut.» La montagne allait carrément devenir sa compagne de vie.

Aller plus haut, cela signifierait d'abord l'ascension des 5892 mètres du mont Kilimandjaro, en Tanzanie, en novembre 2009. Ensuite, l'Elbrouz, en Russie. En janvier dernier, l'Aconcagua, en Argentine. En juin, le McKinley, en Alaska. Il y a quelques semaines, le Puncak Jaya, aussi appelé pyramide Carstensz, en Indonésie. Demain, dimanche, Monique Richard s'envolera pour le Népal et s'attaquera, en octobre, au toit du monde, l'Everest, sixième étape de sa tentative un peu folle de devenir la première Québécoise à vaincre le plus haut sommet de chacun des sept continents. Le tout en deux ans et des poussières.

«Monique est très forte mentalement»

Un matin d'août, la Montréalaise de 36 ans s'entraîne au Midtown Le Sporting Club Sanctuaire sous la supervision du kinésologue Stéphane Goyette, expert en conditionnement physique, comme elle le fait plusieurs fois par semaine. Celui-ci la soumet à une série d'exercices visant, explique-t-il, à développer son endurance, mais aussi à la déstabiliser et à la forcer à s'adapter, tout comme la haute montagne présente des embûches imprévues dont il faut se dépêtrer rapidement. La machine est poussée à bout. L'alpiniste sue à grosses gouttes. Mais jamais elle ne songe à abandonner. «Monique est très forte mentalement. Quand elle a quelque chose dans la tête, elle ne l'a pas dans

Comment nous joindre ?

La rédaction
 Au téléphone 514-985-3333
 Par télécopieur 514-985-3360
 Par courriel redaction@ledevoir.com
 Bureau de Québec 418-643-1541

La publicité
 Au téléphone 514-985-3399
 Par télécopieur 514-985-3390
 Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
 Par télécopieur 514-985-3340
 Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
 Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
 du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
 Par télécopieur 514-985-5967
 Par courriel abonnements@ledevoir.com
 Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
 Par télécopieur 514-985-3390

LE DEVOIR
 www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts
 Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.
 Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel Inc., 12 800 rue Brault, St-Jacques de Mirabel, Québec, division de Québec Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du Journal de Québec, 450 avenue Béchard, Québec qui est la propriété de Corporation Sun Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal. — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007.